

Femmes et itinérance en 2022



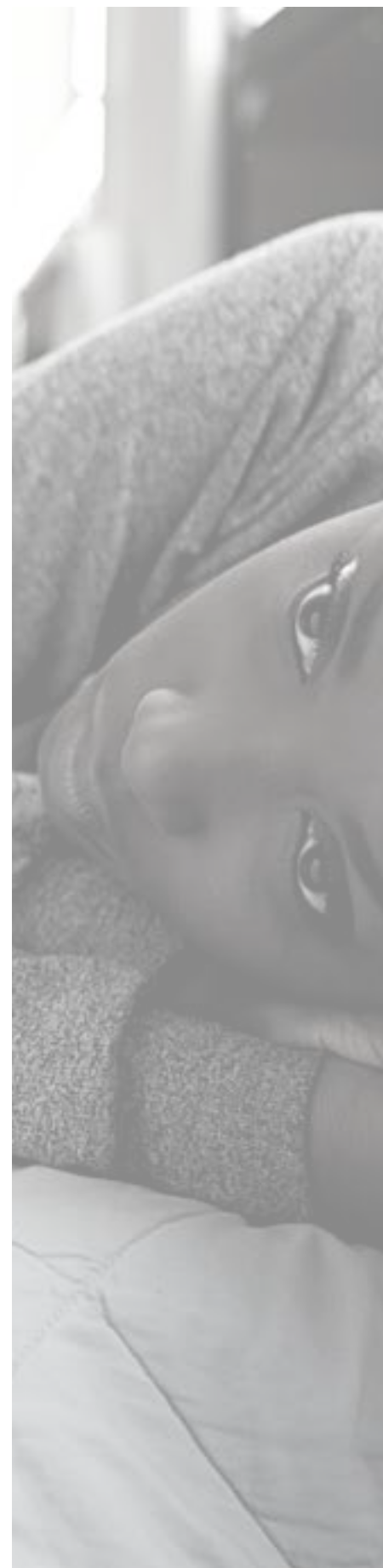
Partenariat pour la prévention et la lutte à
l'itinérance des femmes (PPLIF)



Dossier de Presse

Femmes et itinérance en 2022

- **Sommaire** p.3
- **Présentation du partenariat** p.4
- **Qui sont les femmes qui fréquentent nos ressources?** p.5
- **Faits saillants** p.6
- **Le logement : un droit de plus en plus cher** p.7
- **Plus qu'une simple question de logement : des inégalités sociales à dénoncer!** p.8
- **Annexe: Quelques statistiques** p.9
- **Nous joindre** p.12



Sommaire

Les problématiques vécues par les femmes

- Plus de femmes arrivent à la rue et sont confrontées à l'insécurité et aux violences qui en découlent.
- Les violences faites aux femmes et la complexité de leurs problématiques se sont exacerbées..
- Des situations s'aggravent à cause du manque de place dans les lieux d'hébergement et de la difficulté d'accès aux services.
- L'insécurité alimentaire et la pauvreté sont en croissance.
- Les logements subventionnés et adaptés aux besoins des femmes sont difficiles d'accès..
- La judiciarisation des femmes et du travail du sexe continue.

Les enjeux de nos ressources

- Les débordements et l'engorgement des maisons d'hébergement pour femmes.
- Le manque de reconnaissance de nos ressources et de notre expertise dans l'élaboration de politiques et projets publics, municipaux et provinciaux.
- Le sous-financement du travail communautaire.
- L'augmentation du nombre de refus de demandes d'hébergement laissant les femmes sans option.
- L'essoufflement de nos ressources, des intervenantes qui se voient contraintes de refuser des femmes chaque jour, créant un réel sentiment d'impuissance.
- La pénurie de main d'œuvre qui nous contraint à travailler avec des équipes réduites.

Nos pistes de solutions

- Notre inclusion dans les partenariats avec les instances publiques, municipales et provinciales pour prendre part à l'élaboration des projets et des décisions concernant l'itinérance.
- La reconnaissance des besoins spécifiques des femmes les plus marginalisées à travers une approche d'Analyse différenciée selon les sexes (ADS+) de manière transversale dans l'élaboration des mesures mises en place par les instances décisionnelles.
- La valorisation d'une approche globale et diversifiée dans le continuum de services pour les femmes en situation d'itinérance.
- L'augmentation et la consolidation du financement de nos ressources.
- Le développement de projets visant la prévention de l'itinérance des femmes.
- La mise en place de logements et de projets qui comblent les grands besoins en hébergements permanents, adaptés et abordables pour les femmes.
- Du logement transitoire et permanent avec soutien communautaire qui assure la consolidation des acquis et qui favorise l'autonomie des femmes.

1. Présentation du Partenariat

Qui sommes-nous ?

Le Partenariat pour la prévention et la lutte à l'itinérance des femmes est un regroupement régional composé de cinq ressources d'hébergement pour femmes : L'Auberge Madeleine, La Rue des Femmes, Les Maisons de l'Ancre, La Maison Marguerite et Passages. Nous nous inscrivons depuis une dizaine d'années dans un continuum de services de prévention et de lutte à l'itinérance dans une perspective féministe intersectionnelle visant l'autonomie des femmes.

Que faisons-nous?

Concrètement, nous soutenons les femmes aux prises avec diverses problématiques sociales et de violences ainsi que celles en situation d'itinérance ou à risque de l'être. Ensemble, nous offrons des services d'accueil, d'hébergement d'urgence à court, moyen et long terme pour femmes en difficulté. Nous offrons également du logement permanent avec soutien communautaire, des services externes d'accompagnement et de maintien en logement. Pour ce faire, ce sont 242 lits d'urgence, de court et long terme que nous rendons disponibles à autant de femmes chaque nuit à Montréal. En 2018-2019, nous avons dû refuser plus de 35 000 demandes d'hébergement par manque de place.

Nos objectifs, notre vision, notre expertise terrain

Le Partenariat est né d'une volonté d'exposer les enjeux relatifs aux vécus spécifiques des femmes en situation d'itinérance, faire connaître nos services et les réalités des femmes qui les utilisent, sensibiliser la population et les gouvernements et encourager l'émergence d'autres réponses sociales à l'égard de l'itinérance. Nous décrions par le fait même le manque de services destinées aux femmes en situation d'itinérance et les difficultés matérielles et en termes de ressources humaines que nos maisons d'hébergement rencontrent.



1.1 Qui sont les femmes qui fréquentent nos ressources?

Les profils des femmes de nos services

Les femmes de nos services sont aux prises avec de multiples problématiques : pauvreté, itinérance, problèmes de santé physique et psychologique, consommation, idéation suicidaire, troubles alimentaires, etc. Elles conjuguent avec différents vécus de violence (conjugale, familiale, institutionnelle, sociale, basée sur l'honneur) et réalités complexes en lien avec leur parcours migratoire, leur statut d'immigration, leur identité de genre et orientation sexuelle.

En 2017, le Conseil des Montréalaises déposait des recommandations à la Ville de Montréal lesquelles visaient à mettre en lumière les particularités de l'itinérance des femmes à Montréal[1]. À l'heure actuelle, il y a toujours nécessité de poursuivre les actions issues de ces recommandations. En effet, malgré les efforts déployés, on dénote toujours un manque d'inclusion de l'analyse intersectionnelle au sein des projets qui ont été mis en place.

Le Partenariat souhaite promouvoir ses pratiques d'intervention intersectionnelles auprès de la Ville de Montréal en prenant part aux divers projets en cours et dans l'élaboration des projets en itinérance, dans la recherche de solutions aux débordements des ressources d'aide pour femmes et dans la l'analyse des problématiques des femmes.

[1] L'itinérance des femmes – voir l'invisible, Conseil des Montréalaises, 2017



2. Faits saillants

♀ Le Partenariat : 5 ressources montréalaises d'hébergement et d'accompagnement pour femmes en difficulté et situation d'itinérance.

♀ Nous travaillons dans une perspective intersectionnelle visant à faire reconnaître l'itinérance cachée et les réalités des femmes en difficulté dans l'espace public, au-delà de la rue et dans nos services.

♀ Nous militons pour une prise en compte de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+) dans l'élaboration des projets et des programmes sociaux.

♀ Nous sensibilisons la population et les instances gouvernementales aux réalités spécifiques de l'itinérance des femmes.

♀ Nous revendiquons une reconnaissance de nos services, de nos interventions et la mise en place de projets structurants de lutte et de prévention à l'itinérance.

♀ Nous souhaitons être incluses dans l'élaboration des plans d'action et de lutte à l'itinérance à la Ville de Montréal et y porter la voix des femmes de nos ressources.

L'itinérance cachée, au-delà de la rue

Comme les femmes sont historiquement moins présentes dans les espaces publics que les hommes, la rue et l'espace public leur sont généralement plus restreints et elles s'y sentent souvent moins en sécurité. Ainsi, « être à la rue » ne représente pas la même chose pour les femmes. En effet, bien qu'elles se trouvent sans domicile fixe, dans des situations d'extrême précarité, de violence, qu'elles soient à risque ou en situation d'itinérance, la rue n'est pas une option pour les femmes. Dans ces conditions, beaucoup de femmes vivant en situation d'itinérance développent un nombre impressionnant de stratégies pour éviter la rue (travail du sexe, couchsurfing, vol etc.). Certaines femmes restent dans des situations violentes, difficiles, dans des logements insalubres, à devoir subir les comportements abusifs de propriétaires, comme stratégies ultimes pour les empêcher d'être à la rue. En ce sens, penser l'itinérance des femmes, c'est en premier lieu déconstruire l'idée que l'itinérance se vit exclusivement dans la rue, c'est reconnaître que (selon Statistiques Canada, 2016) autant des femmes (7%) que des hommes (8%) ont vécu un épisode d'itinérance cachée ; et que cette réalité n'a souvent pas été vécue dans les mêmes conditions. Pour ces raisons, l'itinérance des femmes est souvent moins visible.

3 . Le logement : un droit

Le logement : un droit de plus en plus cher

Dans le cadre de notre travail auprès des femmes, nous sommes confrontées à des défis majeurs quand vient le temps de trouver des logements accessibles, salubres, sécuritaires et adaptés aux femmes et réfléchir à leur fin de séjour selon leurs objectifs.

En effet, ce n'est pas un secret, le Québec vit une sévère crise du logement et cela constitue un réel frein à l'intégration sociale des femmes. On pense par exemple aux rénovictions et à l'explosion du coût des loyers. Pour illustrer avec quelques données, entre octobre 2019 et 2020, le coût du loyer moyen a augmenté de 5.5% sur l'ensemble du territoire québécois et ce, bien que l'indice du prix à la consommation n'était que de 0,8% en 2020 (FRAPRU, 2021). De plus, toutes les régions métropolitaines du Québec sont sous le seuil du 3% en termes de taux d'inoccupation des logements (FRAPRU, 2021). Ces chiffres démontrent bien que se loger coûte de plus en plus cher et que la majorité des gens à faible revenu, dont les personnes en situation d'itinérance, se trouvent dans l'incapacité d'accéder à un logement ou d'entamer des démarches pour y avoir accès car ces derniers sont absents ou inabordables. Notons qu'en 10 ans, le montant de la sécurité du revenu pour une personne seule n'a cessé de diminuer.

Les femmes sont surreprésentées en matière de pauvreté. Par exemple, le revenu médian des femmes québécoises étant de 34 392\$ contre 40 470\$ pour les hommes [2] . Les femmes sont plus nombreuses dans la tranche de revenu inférieurs. En 2019, 22 % des femmes âgées de 16 ans et plus gagnait moins de 15 000 \$ annuellement contrairement à 17 % des hommes.[3]

Cette précarité touche plus largement les femmes issues de l'immigration ou racisées, les jeunes femmes, les femmes âgées, autochtones, en situation de handicap, monoparentales et les personnes trans. Celles-ci sont confrontées à de multiples obstacles structurels et de nombreuses discriminations impactant leur recherche en vue d'un logement abordable, accessible et sécuritaire.

Le logement est non seulement essentiel, mais constitue un droit. La situation présente menace et compromet la satisfaction d'autres besoins fondamentaux et précarise encore davantage ces personnes.

[2] FRAPRU (2019). Dossier noir Femmes, logement et pauvreté.

[3] Marie-Mélanie Fontaine, (Février 2022). Revenu et faible revenu au Québec en 2019, les plus récentes données et les tendances depuis 25 ans.



4. Plus qu'une simple question de logement: des inégalités sociales à dénoncer!

Les femmes font face à diverses inégalités sociales. Elles sont plus sujettes à avoir des emplois précaires, dits féminins qui, bien trop souvent, sont sous-évalués, à vivre des discriminations systémiques sur le marché de l'emploi ainsi que des difficultés d'accès à l'emploi.

Il demeure que de se loger pose un réel défi lorsque l'on est une femme car d'autres obstacles comme les discriminations croisées, la monoparentalité, l'âgisme, le racisme, la transphobie viennent alourdir et complexifier les recherches. Par exemple, se trouver un logement qui répond aux besoins particuliers en termes de nombre de chambres pour accueillir les enfants, la proximité des services ou encore, d'un arrêt d'autobus pour assurer une sécurité. Les femmes qui fréquentent nos ressources arrivent à bout de souffle. Elles présentent notamment plusieurs problématiques liées de santé mentale ainsi qu'une grande détresse globale. Elles ont avant tout besoin d'un espace pour se déposer puis de soutien, d'accompagnement et d'interventions adaptées à leurs besoins. Les intervenantes de nos maisons mènent des interventions en ce sens afin de renforcer les capacités des femmes.

Voilà, ce que nos ressources s'efforcent à offrir aux femmes : les outils pour reprendre du pouvoir sur leur vie et prévenir l'itinérance. Les problématiques et enjeux vécus par les femmes sont le fruit de mailles de plus en plus larges dans le filet social québécois. Le nombre grandissant de demandes d'hébergement que nous refusons par manque de place se doit de devenir le moteur de changements concrets où les besoins de femmes sont pris en compte pour une société solidaire, sensible et respectueuse envers l'ensemble de ses citoyen.e.s. Nous nous mobilisons pour une plus grande justice sociale et reconnaissance des droits fondamentaux des femmes.

En février 2021, nos ressources s'adressaient aux médias [4] sur les impacts de la pandémie sur l'accès aux services et à l'hébergement ainsi que sur l'exacerbation des violences faites aux femmes (dont les 18 féminicides en date du 25 novembre 2021). Après des mois de pandémie mondiale, nous sommes en mesure de constater que les femmes qui arrivent dans nos ressources sont encore plus vulnérables et qu'il est encore plus difficile de les référer pour de l'aide dans leur recherche de logement ou de soutien, etc. Le confinement a amené de nombreux défis comme l'isolement des femmes lié à la fracture numérique. En somme, les inégalités sociales et les violences envers les femmes se sont exacerbées.

[4] Jessica Nadeau (février 2021). Baisse d'achalandage dans les ressources d'aide : "on ne sait pas où sont les femmes". *Le devoir*,

Quelques statistiques* de nos ressources

Le nombre de refus par manque de place pour l'ensemble des ressources du Partenariat



Il est à noter qu'un refus peut correspondre à une même femme qui serait comptabilisée par différentes ressources.

À première vue, ces chiffres peuvent induire à un erreur d'interprétation. En effet, il y a eu une diminution des demandes pendant la pandémie. Il ne s'agit pas d'un bon signe car les statistiques pour 2021-2022 vont démontrer une augmentation du nombre de refus par manque de place, ainsi qu'une détérioration de l'état des femmes qui arrivent. Ces chiffres invitent plutôt à réfléchir aux situations de violence que les femmes auront toléré pendant le confinement et aux défis auxquels elles sont confrontées afin de trouver refuge.

Le nombre de refus par manque de place										
	Maisons de l'Ancre		Maison Marguerite		Auberge Madeleine		La rue des Femmes		Passages	
	Nombre de refus	différentiel p/r à l'année précédente	Nombre de refus	différentiel p/r à l'année précédente	Nombre de refus	différentiel p/r à l'année précédente	Nombre de refus	différentiel p/r à l'année précédente	Nombre de refus	différentiel p/r à l'année précédente
2016-2017	477	n/d	8561	12%	5190	18%	7452	1%	84	133%
2017-2018	503	5%	8664	1%	6359	23%	8294	11%	192	129%
2018-2019	720	43%	18469	113%	7379	16%	9450	14%	250	30%
2019-2020	873	21%	7156	-61%	6303	-15%	9105	-37%	237	-5%
2020-2021	865	-1%	4809	-33%	3229	-49%	6531	-28%	53	-78%

*Les années financières des maisons d'hébergement ne couvrent pas les mêmes périodes pour toutes les ressources. Pour certaines, l'année financière correspond à l'année civile alors que pour d'autres c'est du 1er avril au 31 mars.

Quelques statistiques* de nos ressources



En plus des femmes en situation d'itinérance chronique ou cyclique, une proportion considérable de femmes qui fréquentent nos ressources sont de nouveaux visages.

	Maisons de l'Ancre			Maison Marguerite			Auberge Madeleine			La rue des Femmes			Passages		
	Nouvelles femmes	Nombre de femmes	% de nouvelles femmes	Nouvelles femmes	Nombre de femmes	% de nouvelles femmes	Nouvelles femmes	Nombre de femmes	% de nouvelles femmes	Nouvelles femmes	Nombre de femmes	% de nouvelles femmes	Nouvelles femmes	Nombre de femmes	% de nouvelles femmes
2016-2017	16	51	31%	70	274	26%	127	236	54%	451	1014	44%	121	247	49%
2017-2018	40	51	78%	70	206	34%	148	264	56%	537	1149	47%	117	238	49%
2018-2019	21	96	22%	86	232	37%	107	241	44%	488	1232	40%	146	291	50%
2019-2020	22	105	21%	47	214	22%	131	236	56%	516	1234	42%	161	280	58%
2020-2021	18	125	14%	89	264	34%	119	228	52%	219	1091	20%	119	225	53%

Comme mentionné, la diminution importante de la proportion de nouvelles femmes dans nos ressources en 2020-2021 inquiète. Si celle-ci peut en partie être expliquée par un prolongement des séjours dû à la pandémie, nous estimons tout de même une baisse du nombre de nouvelles femmes pour cette période. La difficulté de rejoindre certaines femmes nous laisse croire qu'elles aient pu demeurer dans des situations difficiles qui ont compromis leur sécurité et bien être.

*Les années financières des maisons d'hébergement ne couvrent pas les mêmes périodes pour toutes les ressources. Pour certaines, l'année financière correspond à l'année civile alors que pour d'autres c'est du 1er avril au 31 mars.

**Le nombre de femmes varie selon la durée du séjour dans la ressource.

Quelques statistiques* de nos ressources

Les contacts avec les femmes										
	Maisons de l'Ancre		Maison Marguerite		Auberge Madeleine		La rue des Femmes		Passages	
	Nombre de femmes	Nombre de contacts	Nombre de femmes	Nombre de contacts	Nombre de femmes	Nombre de contacts	Nombre de femmes	Nombre de contacts	Nombre de femmes	Nombre de contacts
2016-2017	34	2 448	507	6 257	269	3 737	400	14 471	n/d	650
2017-2018	30	2 600	431	6 577	271	3 809	436	15 465	n/d	720
2018-2019	30	3 000	657	7 170	268	2 997	463	14 450	n/d	801
2019-2020	28	1 568	376	7 774	246	2 807	450	21 212	n/d	576
2020-2021	23	1 288	312	5 195	297	3092	419	n/d	n/d	440

Le nombre de contacts fait référence à l'écoute téléphonique ; aide à la relocalisation ; visites d'anciennes femmes, etc. Le nombre de contacts fait référence au maintien des liens avec les femmes une fois le séjour achevé. Cette prise de contact ne correspond pas à un suivi « formel », mais nécessite tout de même de prendre le temps de répondre à la demande des femmes.

Les suivis dans la collectivité										
	Maisons de l'Ancre		Maison Marguerite		Auberge Madeleine		La rue des Femmes		Passages	
	Nombre de femmes	Nombre de suivis	Nombre de femmes	Nombre de suivis	Nombre de femmes	Nombre de suivis	Nombre de femmes	Nombre de suivis	Nombre de femmes	Nombre de suivis
2016-2017	34	352	68	2 162	27	115	n/d	n/d	18	n/d
2017-2018	19	241	61	1 593	33	298	n/d	n/d	n/d	n/d
2018-2019	21	301	66	1 880	43	119	312	n/d	n/d	n/d
2019-2020	23	380	70	2 522	33	109	147	n/d	45	n/d
2020-2021	35	555	78	1 966	70	633	54	n/d	20	n/d

Les suivis dans la collectivité font références aux suivis post-hébergement ; suivis externes ; suivis psychosociaux ; rendez-vous de suivis individuels ; accompagnements pour des démarches de santé, logement, système de justice alors que la femme n'est plus résidente, etc.

* Les années financières des maisons d'hébergement ne couvrent pas les mêmes périodes pour toutes les ressources. Pour certaines, l'année financière correspond à l'année civile alors que pour d'autres c'est du 1er avril au 31 mars.

** Les définitions peuvent varier selon les ressources.

*** Le nombre de femmes varie selon la durée du séjour dans la ressource.



POUR CONTACTER LE PARTENARIAT :



partenariatplif@gmail.com



438-540-1883